

## **Déclarations des élus au Conseil d'Administration du 17 Octobre 2014**

### **Déclaration sur l'emploi scientifique**

Les chiffres qui viennent de nous être présentés de 310 recrutements chercheurs et 278 recrutements IT pour 2015 ne constituent pas une réponse positive aux inquiétudes du milieu scientifique. Ces inquiétudes ont été exprimées notamment à la session plénière du comité national, par la pétition des Directeurs d'unités, par la déclaration de l'académie des sciences ainsi que par le mouvement de revendication qui converge à Paris aujourd'hui sous forme d'une manifestation nationale cet après-midi.

La campagne de recrutement prévue ne suffit pas car elle n'arrive à remplacer que les départs à la retraite ce qui signifie que l'organisme va continuer à se rétracter. Le nombre de départs à la retraite étant appelé à diminuer encore, nous avons les plus vives inquiétudes sur le nombre de postes mis au concours pour les années à venir. Une inversion de tendance est nécessaire pour donner un signal positif à la jeunesse. L'austérité budgétaire règne sur les décisions de gouvernement. Ce choix politique compromet l'avenir de la recherche scientifique et celui de notre pays.

Les représentants du personnel demandent que soient entendues les revendications exprimées de façon particulièrement forte et publique aujourd'hui. D'autres choix budgétaires sont possibles, comme le montrent les milliards abandonnés dans le crédit impôt recherche. Nous demandons au gouvernement d'impulser une nouvelle politique de croissance pour la recherche publique.

### **Déclaration sur les ComUÉ**

Les élus au CA du CNRS ont déjà fait part, lors des précédents conseils, des inquiétudes que les projets de « communautés d'universités et établissements » suscitent chez les personnels, en particulier en ce qui concerne la représentation des personnels dans les instances de décision de ces nouvelles structures. Nous constatons hélas que ces inquiétudes restent purement et simplement ignorées par le gouvernement.

La question étant posée de faire « entrer » le CNRS dans des COMUÉ supplémentaires, les élus veulent répéter que c'est véritablement une mesure contre nature que de vouloir faire entrer un organisme national, dans une structure locale. Le CNRS a toutes les chances de s'y voir réduit au rôle de suiveur de politiques « de site » qui n'auront plus aucune perspective nationale.

D'autres modes de coopération sont possibles, tels que ceux qui existent depuis des décennies entre le CNRS et les universités et ont conduit à des succès scientifiques incontestés.

C'est pourquoi les représentants élus du personnel demandent à nouveau aux administrateurs de refuser la participation du CNRS à toute ComUÉ.

Les élus :

Christophe BLONDEL SNCS-FSU,  
Yannick BOURLES SGEN-CFDT Recherche EPST,  
Georges DEPEYROT SNPTES,  
Josiane Tack SNTRS-CGT